

APPAREILS ET ORGANISATIONS...

Aucune organisation ne peut fonctionner sans un minimum d'appareil administratif chargé de gérer «*l'intendance*». L'ennui, l'histoire nous l'a appris, est que les appareils, au départ, administratifs, ont la fâcheuse tendance à s'autoproclamer «*dirigeants*».

Les anciennes commissions administratives deviennent exécutives (à la C.E.S.: «*Comité Exécutif*») et on a pu voir certains secrétaires généraux accepter de se faire appeler «*Pape*» ou «*Général*»... Il est vrai que «*le pouvoir ne se partage pas*»!!!

Au départ, ces glissements sémantiques prêtent plutôt à sourire... L'ennui est qu'ils traduisent une réalité fort désagréable. Au mépris des règles démocratiques, les bureaucrates qui ont une tendance, bien naturelle, à surestimer leur Q.I., s'arrogent le droit de décider au lieu et place de leurs mandants qui, du même coup, deviennent leurs sujets.

Grâce aux institutions du «*Saint-Empire Romain Germanique*» et dans le cadre de la C.E.S., les bureaucrates «*rassemblés*» se croient autorisés à dicter aux travailleurs ce qu'ils doivent faire ou ne pas faire, et s'arrogent le droit de décider l'organisation de «*manifs*» ou de «*journées d'action*» qui relèvent plus des «*jeux de cirque*» que de l'action revendicative. De plus, ils affichent un souverain mépris à l'égard des décisions prises par les instances statutaires de leurs propres organisations.

C'est ainsi, par exemple, que dans la C.G.T.F.O., certains militants «*syndicaux*» étroitement liés à l'appareil d'état via celui du «*parti*» en sont venus à remettre en cause le mot d'ordre des 37 ans 1/2, pourtant voté par un congrès confédéral, qui, théoriquement, demeure l'autorité suprême.

Fort heureusement et contrairement à ce qu'imaginent certains, les mystifications ne durent qu'un temps et, à un moment ou à un autre, la superbe bureaucratie est soudainement mise à mal... Ceux qu'on avait, à tort, considérés comme des moutons se révoltent et, brutalement remettent les montres à l'heure.

C'est apparemment ce qui s'est produit les 2 et 3 février 2005 lorsque le *Comité Confédéral National* de la C.G.T. a refusé de suivre Bernard Thibault dans son délire européïste.

Il semblerait que les «*dirigeants*» de la C.G.T.F.O. se soient trouvés confrontés au même problème lors du dernier Comité Confédéral National qui s'est tenu à Limoges les 20, 21, 22 septembre 2005, où ils se sont vus désavoués par une majorité écrasante. (Ce qui, en d'autres temps, auraient entraîné leur démission immédiate!).

Il est vrai que, sur un autre plan, le 29 mai a permis de mesurer l'énorme écart qui existe entre les prétentions des bureaucrates et les besoins et aspirations de la masse des travailleurs et des citoyens.

Ce qui se passe aujourd'hui dans les banlieues et qui n'est que la conséquence de la politique réactionnaire des instances européennes relayée par les «*subsidiaries*» laisse pressentir l'importance et le caractère des événements que, dans leur inconscience, les bureaucrates «*rassemblés*», préparent eux-mêmes.

Alexandre HÉBERT.

LA LETTRE...

On trouvera ci-dessous le texte d'une lettre, datée du 9 mai 1951, et adressée par Natalia Trotski au Comité Exécutif de la *4ème Internationale*. Je ne connaissais pas l'existence de cette lettre. Il se trouve que son contenu correspond à ce que je pensais à l'époque. En effet, depuis les procès de Moscou, je n'ai jamais confondu l'état stalinien avec un «*état ouvrier*» (Pour autant qu'il puisse exister un «*état ouvrier*»). C'est dire que je n'ai jamais adhéré au mot d'ordre de la «*défense inconditionnelle de l'URSS*».

Quant au «*titisme*» disons simplement que j'avais de la peine à discerner la moindre différence, d'un point de vue ouvrier, entre la politique du Maréchal TITO et celle du Maréchal STALINE.

Mais, à mes yeux, la lettre de Natalia Trotski, ne saurait être appréciée du seul point de vue «*historique*» mais bien comme un document qui a conservé toute sa valeur et devrait nous aider à mieux comprendre certains aspects de la situation politique actuelle.

Alexandre HÉBERT.

Camarades,

Vous savez fort bien que je n'étais plus d'accord politiquement avec vous depuis 5 ou 6 ans, depuis la fin de la guerre et même plus tôt. La position que vous avez prise sur les importants événements des derniers temps me montre qu'au lieu de corriger vos erreurs antérieures, vous persistez en elles et les approfondissez. Sur la route que vous avez prise, vous êtes arrivés à un point où il ne m'est plus possible de rester silencieuse et de me limiter à des protestations privées. Je dois maintenant exprimer mes opinions publiquement.

Je me sens obligée de faire un pas grave et difficile pour moi, et je ne puis que le regretter sincèrement. Mais il n'y a pas d'autre voie. Après beaucoup de réflexions et d'hésitations sur un problème qui m'a profondément peiné, je trouve que je dois vous dire que je ne vois pas d'autre voie que de dire ouvertement que nos désaccords ne me permettent plus de rester plus longtemps dans vos rangs.

Les raisons de cette action définitive de ma part sont connues de la plupart d'entre vous. Je ne les répète ici brièvement que pour ceux auxquels elles ne sont pas familières, n'abordant que nos divergences fondamentales essentielles et non les divergences sur les questions de politique quotidienne qui leur sont reliées ou qui en découlent.

Obsédés par des formules vieilles et dépassées, vous continuez à considérer l'État stalinien comme un Etat ouvrier.

Je ne puis et ne veux vous suivre sur ce point. Depuis le début de la lutte contre la bureaucratie usurpatrice, L.D. Trotski répéta pratiquement chaque année que le régime se déplaçait vers la droite, dans les conditions de retard de la révolution mondiale et de la saisie de toutes les positions politiques en Russie par la bureaucratie. A plusieurs reprises, il souligna que la consolidation du stalinisme en Russie menait à une détérioration des positions économiques, politiques et sociales de la classe ouvrière, et au triomphe d'une aristocratie tyrannique et privilégiée. Si cette tendance continue, dit-il, la révolution s'épuisera et le capitalisme sera restauré. Malheureusement, c'est ce qui s'est produit, bien que sous des formes nouvelles et inattendues. Il n'y a guère de pays au monde où les idées et les défenseurs authentiques du socialisme soient pourchassés de façon aussi barbare. Il devrait être clair pour chacun que la révolution a été complètement détruite par le stalinisme, cependant vous continuez à dire que, sous ce régime inouï, la Russie est encore un Etat ouvrier. Je considère ceci comme un coup porté au socialisme. Le stalinisme et l'Etat stalinien n'ont absolument rien de commun avec un Etat ouvrier et avec le socialisme. Ils sont les plus dangereux ennemis du socialisme et de la classe ouvrière.

Vous considérez maintenant que les Etats de l'Europe orientale sur lesquels le stalinisme a établi sa domination pendant et après la guerre sont également des Etats ouvriers. Cela équivaut à dire que le stalinisme a rempli un rôle socialiste révolutionnaire. Je ne puis et ne veux vous suivre sur ce point. Après la

guerre et même avant qu'elle se termine, il y eut un mouvement révolutionnaire montant des masses dans ces pays. Mais ce ne furent pas les masses qui s'emparèrent du pouvoir et ce ne furent pas des Etats ouvriers qui furent établis par leurs luttes. C'est la contre-révolution stalinienne qui s'empara du pouvoir, réduisant ces pays à l'état de vassaux du Kremlin, étranglant les masses travailleuses, leurs luttes révolutionnaires et leurs aspirations révolutionnaires. En considérant que la bureaucratie stalinienne a établi des Etats ouvriers dans ces pays, vous assignez à celle-ci un rôle progressiste et même révolutionnaire. En propageant cette contre vérité monstrueuse, vous déniez à la IVème Internationale toute raison fondamentale d'existence comme parti mondial de la révolution socialiste. Dans le passé nous avons toujours considéré le stalinisme comme une force contre-révolutionnaire dans tous les sens du terme, vous ne le faites plus, mais je continue à le faire.

En 1932 et 1933, pour justifier leur capitulation honteuse devant l'hitlérisme, les staliniens ont déclaré qu'il importait peu que les fascistes viennent au pouvoir, parce que le socialisme viendrait après et à travers le règne du fascisme. Seules des brutes dépourvues d'humanité et d'un atome de pensée ou d'esprit révolutionnaire pouvaient s'exprimer ainsi. Aujourd'hui, indépendamment des buts révolutionnaires qui vous animent, vous prétendez que la réaction despotique stalinienne qui a triomphé en Europe orientale est une des voies par lesquelles le socialisme viendra éventuellement. Ce point de vue constitue une rupture irrémédiable avec les convictions profondes que notre mouvement a toujours défendues et que je continue à partager.

Il m'est impossible de vous suivre dans la question du régime de Tito en Yougoslavie. Toute la sympathie et tout le soutien des révolutionnaires et même de tous les démocrates doivent aller au peuple yougoslave dans sa résistance déterminée aux efforts de Moscou pour le réduire et réduire son pays à la servitude. Il faut tirer profit des concessions que le régime yougoslave est à présent obligé de faire à son peuple. Mais toute votre presse est maintenant consacrée à une inexcusable idéalisation de la bureaucratie titiste, idéalisation pour laquelle il n'y a pas de base dans les traditions et les principes de notre mouvement. Cette bureaucratie stalinienne n'est qu'une réplique, sous une forme nouvelle, de la vieille bureaucratie stalinienne. Elle a été éduquée dans les idées, la politique et la morale du Guépéou. Son régime ne diffère en rien de fondamental de celui de Staline. Il est absurde de croire ou d'enseigner que la direction révolutionnaire du peuple yougoslave se développera de cette bureaucratie ou par d'autres voies que celle d'une lutte contre elle.

Ce qui est plus insupportable que tout, c'est la position sur la guerre à laquelle vous vous êtes engagés. La troisième guerre mondiale qui menace l'humanité place le mouvement révolutionnaire devant les problèmes les plus difficiles, les situations les plus complexes, les décisions les plus graves. Notre position ne peut être prise qu'après des discussions très sérieuses et très libres. Mais, face aux événements des récentes années, vous continuez de préconiser la défense de l'Etat stalinien et d'engager tout le mouvement dans celle-ci. Vous soutenez même maintenant les armées du stalinisme dans la guerre à laquelle se trouve soumis le peuple coréen crucifié. Je ne puis et ne veux vous suivre sur ce point. C'est en 1927 que Trotski, dans une réponse à une question déloyale qu'on lui posa au Bureau politique, exprima ses positions comme suit: *Pour la patrie socialiste, oui! Pour le régime stalinien, non!* C'était en 1927! Aujourd'hui, vingt trois ans après, Staline n'a rien laissé de la patrie socialiste. Elle a été remplacée par l'asservissement et la dégradation du peuple par l'autocratie stalinienne. C'est cet Etat que vous vous proposez de défendre dans la guerre, que vous défendez déjà en Corée. Je sais très bien que vous dites souvent que vous critiquez le stalinisme et que vous le combattez. Mais le fait est que votre critique et votre lutte perdent leur valeur et ne peuvent donner de résultats parce qu'elles sont déterminées par votre position de la défense de l'Etat stalinien et subordonnées à celle-ci. Quiconque défend ce régime d'oppression barbare, abandonne, indépendamment de ses motifs, les principes du socialisme et de l'internationalisme.

Dans le message qui m'a été envoyé par le dernier Congrès du S.W.P., il est écrit que les idées de Trotski continuent à vous guider. Je dois vous dire que j'ai lu ces mots avec beaucoup d'amertume. Comme vous avez pu le constater de ce que je viens d'écrire, je ne vois pas ces idées dans votre politique. J'ai confiance dans ces idées. Je reste convaincue que la seule issue actuelle, c'est la révolution socialiste, c'est l'auto émancipation du prolétariat mondial.

Natalia TROTSKI,
Mexico, 9 mai 1951.

MARC PREVOTEL ÉCRIT AU «MONDE LIBERTAIRE»...

Dans son numéro du 6 au 12 octobre 2005, le «*Monde Libertaire*» a publié une interview d'un dénommé Alain Pécunia qui confond allègrement l'individualisme anarchiste avec le personnalisme chrétien de Mounier.

Pas étonnant, dans ces conditions, qu'il porte un jugement critique sur le rôle et l'action des anarchistes qui, dans la C.G.T.F.O., se sont efforcés de demeurer fidèles à l'enseignement de Fernand Pelloutier et, au-delà, à ceux de la 1ère Internationale. Mais, semble-t-il, Pécunia n'est pas à une confusion près. C'est ainsi qu'il dénonce, à juste titre, la dérive des «*syndicalistes révolutionnaires*» qui se retrouvèrent avec «*Pétain et Mussolini*». Alors que dans le même temps, il fait ami ami avec Mounier qui, lui, se retrouve objectivement dans le camp de Mussolini et de Pétain.

Pas étonnant dans ces conditions qu'il éprouve le besoin de reprendre à son compte et à sa manière la campagne anti «*judéo-maçonnique*» que nous avons connue sous l'occupation.

Les élucubrations de Pécunia ont incité notre camarade et compagnon Marc Prévotel à envoyer une mise au point au *Monde Libertaire* qu'on trouvera ci-dessous.

Elle mérite d'être lue avec attention.

Alexandre HÉBERT.

Langon le 14 octobre 2005,

Camarades,

Vous pouvez être certains que j'ai sursauté en lisant que vous servez de marchepied à la mystification qui veut nous faire croire que le C.F.D.T. «*a tendu les bras*» aux anarcho-syndicalistes. Probablement à quelques uns que leur naïveté permettait de manipuler.

Une preuve évidente aujourd'hui avec 35 ans de perspective: la crainte prétendue affirmée de prise en mains de la CFDT par le PS...au début des années 70 !!! La stratégie des cléricaux modernistes était de mettre la main sur la P.S. Ils y avaient déjà constitué des points d'appui dès le Congrès d'Epinau en 1969; à partir des *Assises du socialisme* de 1974, ce fut l'entrée en masse. Au point que Mitterrand, qui ne leur était pas opposé, a priori, s'en est inquiété car l'agitationnisme de certains risquait de porter tort à ses ambitions présidentielles. Les plus «*raisonnables*» d'entre eux ont calmé leurs camarades irresponsables, Mitterrand a été élu et il leur a livré de nombreux postes clé dans la «*hiérarchie*» républicaine. Par exemple le *Commissariat au Plan*, quelques entreprises industrielles (notamment St-Gobain) et banques nationalisées, etc...

Aujourd'hui, ce sont les cléricaux modernistes qui tiennent la majorité de l'appareil du P.S. et qui ont poussé le parti à appeler à voter OUI au référendum sur le projet de Constitution de l'*Union Européenne*. Normal, puisqu'ils sont intéressés par la «*construction*» de l'Europe vaticane, la reconstitution du saint empire romain germanique élargi aux marches.

Les jeunes libertaires de la C.F.D.T. n'acceptaient pas les leçons des camarades de F.O. concernant le cléralisme de l'appareil C.F.D.T. Et oui! c'étaient des jeunes qui croyaient tout savoir et qui se sont plantés du fait de leur ignorance. Je suis né dans le mouvement anarchiste, j'y ai été jeune (adhésion à la F.A. en octobre 1952, à 19 ans... ce qui ne me donne aucun droit) et je n'ai jamais cru tout savoir. C'est encore ma position aujourd'hui, à 72 ans. Sur ce que nous disait notamment Alexandre Hébert à cette époque, voici comment j'ai réagi (extrait de mon autobiographie politique écrite en 1994):

«*Alexandre me pompait l'air avec ses références quasi-systématiques à la doctrine sociale de l'Eglise... dont je ne savais presque rien. Mon anticléricalisme était viscéral, mais je me disais que tout de même politiquement l'anticléricalisme «de papa» avait tendance à devenir ringard. Je me suis donc mis dans la tête de montrer à Alexandre qu'il allait trop loin dans ce domaine. En bon scientifique «j'ai fait une doc»... comme on m'avait appris à l'école d'ingénieurs. Les premiers bouquins que je me suis procuré avaient pour auteur Georges Hourdin, Georges Suffert, Robert Chapuis... plus j'avancais et plus je m'apercevais qu'Alexandre*

avait raison. Notamment que la prétendue «déconfessionnalisation» signifie rupture statutaire avec la hiérarchie de l'Église (la commission exécutive de la CFTC était chaperonnée par un aumônier comme toutes les organisations d'action catholique), mais surtout pas rupture avec l'idéologie cléricale. C'est-à-dire que l'autogestion à la sauce CFDT, dans le cadre du régime capitaliste, n'a rien de commun avec la gestion de l'économie par les travailleurs après un mouvement révolutionnaire victorieux. Au contraire, il s'agit d'une structure corporatiste, au sens fort, politique, du mot, c'est-à-dire fascisante. La confusion peut conduire à la tragédie.

En m'appuyant sur le bouquin de Chapuis, j'ai fait passer dans l'Anarcho-Syndicaliste une série d'articles sous le titre général «Robert Chapuis passe des aveux complets» où je me servais du commencement de documentation accumulée, notamment de brochures CFDT, pour montrer la continuité idéologique entre celle-ci et les organisations d'action catholique, notamment la JOC et la JEC, d'où sortait la plus grande partie de son encadrement. Cette série d'articles a servi de première partie à une brochure intitulée «Cléricalisme moderne et mouvement ouvrier» publiée plus tard dans la collection «Volonté Anarchiste» éditée par le groupe F.A de Fresnes-Antony. Paul Lapeyre avait accepté d'en rédiger la préface. C'est en effet Paul Lapeyre qui avait attiré mon attention sur le passage de l'encyclique «Quadragesimo anno» où Pie XI approuve les structures corporatistes (syndicat unique regroupant patrons et salariés) mises en place par le régime de Mussolini. Depuis j'ai engrangé plusieurs mètres de bouquins traitant de la question, la plus grande partie en provenance «d'en face», car je n'ai pas oublié l'enseignement d'Aristide Lapeyre: c'est chez nos ennemis qu'on nous trouve nos meilleurs arguments».

Dans le début des années 70, nous n'avions pas encore entendu parler du principe de subsidiarité, Descamps et son équipe vivaient avec. Descamps (aidé de son équipe) a manipulé les militants libertaires en contact avec lui et 35 ans plus tard, monsieur Pécunia ne s'en est pas encore rendu compte !!! Cela relève de la dépravation !!!

«...Descamps, qui allait passer la main par principe «libertaire» - ses propres termes - de rotation des responsabilités...». C'est aussi ce qui se passait dans le syndicat national CFDT du C.E.A. J'ai eu 20 ans pour les observer. C'était simple, il y avait un «staff», une fraction, de 15 à 20 cadres (professionnels) dont certains passaient de temps en temps dans la direction du syndicat, qui contrôlait tout. En fait de «rotation libertaire» c'était un bijou... en toc.

Et monsieur Pécunia n'a pas encore appris l'essentiel de l'histoire des socio-cléricaux: «les chrétiens sociaux, étant apparus à une date récente et n'ayant pas de tradition propre dans l'histoire du mouvement ouvrier...». Tu parles! Il suffit de lire les bouquins de René Rémond (et ses articles de l'*Encyclopaedia Universalis*) et de quelques autres du même bord pour apprendre que les précurseurs ont commencé leur boulot au début du 19ème siècle (le groupe Lamennais, Ozanam, etc...). Albert de Mun et La Tour du Pin organisèrent des ouvriers catholiques après la guerre de 1870 dans l'*Œuvre des cercles*. Dès la promulgation de la loi de 1884 autorisant les syndicats ouvriers, des syndicats catholiques ont été créés, le plus souvent contrôlés par des prêtres, notamment le S.E.C.I. (*syndicat des employés du commerce et de l'industrie*) en 1887. Les Semaines sociales, organisées une semaine tous les ans, virent le jour en 1905. La CFTC fut créée en 1919. Dès les années 1920 les organisations de jeunesse furent organisées par milieu social, d'où la JOC, la JEC, et la JAC. En fait de manque de tradition, c'est quand même pas mal, surtout si on y ajoute les traditions de l'appareil de l'Église. Mais évidemment, comme ils viennent «d'ailleurs» ils avaient besoin de mieux connaître les traditions propres au mouvement ouvrier authentique pour essayer de l'infecter avec leur vérole. Ils ont donc essayé de presser comme des citrons des militants libertaires naïfs et ignorants (naïfs parce qu'ignorants) en leur passant la main dans le dos dans le sens du poil. Ce serait désopilant si ce n'était pas dramatique.

Mais les mauvaises fréquentations de monsieur Pécunia l'ont imprégné de jésuitisme et il en fait preuve dans cette interview.

- Il cherche à s'abriter derrière Maurice Joyeux. Manque de pot, parmi les militants de FO qui ont participé aux réunions pré et post création de l'ASRAS, Maurice et Suzy ont été les premiers à laisser tomber, ensuite ce fut le groupe Fernand Pelloutier de Nantes en 1972, Jo Salamero courant 1973 et moi début 1974.

- Sur les rapports entre les militants de FO et ceux de la CFDT, en 1972, il y a eu l'affaire Labi quand celui-ci, secrétaire de la Fédéchimie FO, a voulu faire passer l'ensemble de la fédération à la CFDT. Comme Labi était un pourri la mémoire de monsieur Pécunia semble avoir oublié l'incident.

- Le jésuite Pécunia n'a pu s'empêcher de poser son petit caca puant dans un coin de paragraphe à propos d'un membre de la *Grande Loge*. Et alors? La F.A. a déjà connu de tels personnages, notamment un certain Raymond Beaulaton qui fut un temps secrétaire aux relations intérieures et qui pourfendait les francs-maçons dans le mouvement anarchiste... et qui a fini négationniste et soutien de Faurisson. Je souhaite à monsieur Pécunia de ne pas descendre aussi bas.

- Le «*financement américain*» de Force-Ouvrière. Les responsables de F.O. n'ont jamais nié avoir reçu des soutiens financiers des syndicats américains. Les staliniens l'ont dit autrement. Monsieur Pécunia, peut-être convaincu par Krasuki, a-t-il adopté la même position?

- Dernier comportement jésuite de monsieur Pécunia. Ayant lu son bouquin «*Les ombres ardentes*» j'y ai découvert une quasi apologie d'Emmanuel Mounier à propos de laquelle j'ai écrit dans *L'Anarcho-Syndicaliste* les quelques lignes ci-jointes. Par l'intermédiaire de son éditeur je lui en ai adressé un exemplaire, plus la brochure de 1983 *Cléricalisme Moderne et mouvement ouvrier* avec une dédicace courtoise où j'indiquais tout de même que «*je persiste et signe*», plus un petit mot courtois l'invitant à discuter si cela l'intéressait. J'aurais pissé dans un violon que ça aurait eu le même effet. Bien entendu il n'était pas tenu d'accepter. Trente cinq ans d'expérience m'ont fait constater que chaque fois qu'il sait agi de caractériser la CFDT pour ce qu'elle est vraiment, un vecteur de la doctrine sociale de l'Eglise, ceux qui y adhéraient fuyaient la discussion. Je n'ai pas le souvenir qu'un anarcho-syndicaliste adhérent à F.O. ait fui la discussion quand il s'agissait de caractériser la C.G.T.F.O. comme une organisation réformiste et anti-stalinienne... ayant reçu du fric des syndicats américains.

Curieusement, monsieur Pécunia ne dit rien pour sa sympathie pour Mounier et l'intervieweur ne lui pose pas la question. Faut quand même avoir du culot, et du mépris envers ses lecteurs, pour écrire que Mounier et ses disciples «*considèrent que l'homme est la mesure de toute chose*», alors que pour eux c'est d'abord Dieu qui est la mesure de toute chose et que dans leur «*personnalisme*» la personne «*ne croît qu'en se purifiant incessamment de l'individu qui est en elle*». Devant de telles âneries bondieusardes le réflexe d'un anarchiste c'est: *merde à Mounier! vive Stiner!* Mais monsieur Pécunia n'a vraiment rien compris au film, en 35 ans. Je me répète: cela relève de la perversion. Est-ce que ça se soigne???? Si ça vous dit d'essayer de rattraper cette bévue, vous pourriez publier une interview du camarade Serge Mahé à propos de son bouquin *La contre-révolution permanente*. Il aurait, probablement, à vous dire, sur la même période, des choses beaucoup plus intéressantes que monsieur Pécunia. Je peux servir d'intermédiaire. Sous toutes réserves, car je vous fais cette proposition sans en avoir parlé à Serge, mais je crois que j'en aurai trouver les arguments pour le convaincre. C'est à vous de voir. Sincèrement.

Marc PRÉVÔTEL.

CONTRE-RÉFORMISME...

On ne peut avoir ni enthousiasme ni illusion concernant le principe et la pratique des «*journées d'action*», qui plus est sur la base d'accords inter-confédéraux qui transforment nos revendications, par exemple en «*défense de l'emploi*», archétype du mot d'ordre à géométrie variable. Sans parler du sacrifice des services publics sur l'autel de l'unité d'action.

Cependant, la Confédération F.O. a lancé le 4 octobre, décision approuvée par la C.E. confédérale et le C.C.N.

En vue de cette mobilisation, on a pu lire dans une circulaire d'une Fédération F.O. qu'il fallait «*faire connaître nos revendications qui doivent être justes et réalisables pour les salariés du privé et, surtout, ne pas soutenir des revendications qui ressortent des cartons qui ne feraient que diviser les salariés entre eux*» (circulaire F.O. Métaux du 27.9.05).

«*Justes et réalisables*»

On me permettra en premier lieu de m'étonner de l'expression «*revendications justes et réalisables*». Il

est certain que si l'on écoute patrons et gouvernements, peu de nos revendications satisferont ces critères. De même qu'à la fin du XIXème siècle, la journée de 8 heures était une utopie. Idem plus tard pour les congés payés, les retraites, l'assurance maladie, l'assurance chômage, les conventions collectives, les 40 heures, que sais-je encore. Tellement utopistes à l'époque que même les «unitaires» les vomissaient ... En fait, des revendications «justes et réalisables» ne peuvent être que celles auxquelles patrons et gouvernements sont disposés à donner satisfaction. Est-ce cela l'indépendance syndicale?

Deuxièmement, on me permettra de m'étonner qu'une fédération «confédérée» ignore la défense du service public. Les salariés du privé, comme les autres, ont besoin d'hôpitaux, d'écoles, de routes, d'une recherche publique etc...

Troisièmement, il faut décrypter les «revendications qui ressortent des cartons...». Il s'agit de la question du retour aux 37,5 annuités de cotisations pour tous public-privé pour une retraite à 60 ans à taux plein. Certes, cette revendication confédérale avait été en son temps qualifiée «d'ineptie». Sans doute est-elle typique de revendications injustes et irréalisables. C'est pourquoi cette revendication a fait l'objet au C.C.N. d'un tir de barrage dans la perspective du 4 octobre avec pour résultat son retrait du tract d'appel confédéral. Peine perdue: le tract confédéral n'est pas joint à la circulaire «métallurgique»...

Il est curieux de lire que cette revendication «diviserait les salariés entre eux», alors qu'au contraire, c'est une des revendications commune au public et au privé ainsi que l'ont amplement démontré les grèves et manifestations de 2003.

En réalité, ces contorsions n'ont pour effet, sinon pour objet, que d'acter les contre réformes et, qu'on le veuille ou non, de faire peu ou prou allégeance aux patrons et gouvernements, même si un certain pragmatisme permet de glisser subsidiairement quelques revendications «justes et réalisables» dans les dispositifs d'application des contre réformes.

Tout a une fin

On ne pourra plus très longtemps faire semblant d'ignorer ou s'accommoder du fait que les politiques de contre réforme génèrent une tendance contre réformiste jusque et y compris dans syndicalisme historiquement indépendant, tendance qui pèse lourdement dans les orientations. Le consensus n'est pas extensible à l'infini.

Les travailleurs sauront nous le rappeler. Ils comprennent bien la situation ainsi qu'ils l'ont exprimé le 29 mai. A l'occasion de ce scrutin, ils n'ont pas rejeté une politique ultra libérale pour y préférer un libéralisme co-régulé, mais bel et bien rejeté la construction d'un système politique qui les dépossédait de leur liberté de comportement.

Il y aura bientôt cent ans, après la reconnaissance de la lutte des classes et avant la proclamation de l'indépendance, la *Charte d'Amiens* définissait le réformisme comme «la conquête d'améliorations immédiates» en attendant l'expropriation capitaliste. Qui aujourd'hui voterait encore ce texte?

Yann PERROTTE.

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»
19, rue de l'Etang Bernard - 44400 Rezé
Abonnement pour 20 numéros: 25 euros. Abonnement de soutien: 35 euros.
Verser à: Mme PESTEL-HEBERT - CCP 515-14 C Nantes
Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste
Directeur de publication: Alexandre HEBERT
